

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article1048>



La Grande Bretagne & la traque de l'argent de la traite négrière

- Dossier spécial LKP - Parti-pris-&-cris... -



Online date mercredi 12 août 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Après les USA, la question de l'esclavage et des nécessaires réparations agite la Grande Bretagne. En juin dernier un [article du Financial Times](#) avait révélé que les [fondateurs de Rothschild et de Freshfields étaient liés à l'esclavage](#). Aujourd'hui, c'est au tour du gouvernement britannique d'allouer à une université londonienne la somme de 600 000 £ pour connaître les différents bénéficiaires de la traite négrière. Mais doit-on, s'interroger l'article du [Jamaica-gleaner](#), pour autant s'en féliciter ? De Jamaïque, des universitaires & politiques caraïbéens y apportent des éléments de réponse...

L'article donc en anglais suivi de sa traduction française :

[Britain to track slave trade money](#)

Published : Sunday | August 2, 2009

THE BRITISH government has earmarked over £600,000 for the University College, London (UCL), to carry out an in-depth study to measure how monies accrued from the slave trade were spent.

The study will look into those British companies and institutions established from the profits of slavery.

The government has said that the study should highlight how the owners were involved and how they contributed to the provision of social services.

Encouraging development

University of the West Indies (UWI) professor of history, Verene Shepherd, has hailed the development as encouraging.

"This major project has the potential to add strong support to the reparation movement," Shepherd said.

She added : "It will place the matter of culpability for African enslavement - that great crime against humanity - squarely on the table and will allow an unambiguous naming of those who benefited from the labour and productive skills of enslaved Africans in the Caribbean."

Meanwhile, another UWI professor, Barry Chevannes, who is chairman of the National Commission on Reparations, told The Sunday Gleaner that he was looking forward to the research.

"It is an exciting piece of research. It is the kind of study which will certainly enrich the work of the commission and something that we will be very interested in," Chevannes told The Sunday Gleaner.

But Government minister Mike Henry, a champion in the fight for reparation, is not salivating at

the grant by the British government to research the beneficiaries of the slave trade.

"It is a sleight-of-hand approach," Henry told The Sunday Gleaner.

"They already know who are the beneficiaries of the slave trade. They have enough material to show who benefited. This money should go towards paying the descendants of the slaves, rather than studying to escape the responsibility, or to reduce what they must be asked to pay," Henry added.

Henry said that up to last week, he discussed the matter with an international lawyer and he intended to pursue the issue of slavery and reparation at the International Court of Justice.

La Grande-Bretagne veut traquer l'argent de la traite des esclaves

Le gouvernement britannique a alloué plus de £ 600,000 à l'University College London (UCL), pour la réalisation d'une étude approfondie destinée à déterminer comment les sommes provenant de la traite négrière ont été dépensées.

L'étude se penchera sur les entreprises britanniques et les institutions constituées à partir des profits de l'esclavage.

Le gouvernement a affirmé que l'étude devrait mettre en lumière la façon dont les propriétaires ont été impliqués et la façon dont ils ont contribué à la création d'institutions sociales.

Une évolution encourageante

Professeur d'histoire à l'University of the West Indies (UWI), Mme Verene Shepherd a salué cette évolution comme quelque chose d'encourageant.

« Ce projet majeur a la possibilité d'apporter une aide solide au mouvement des réparations », a dit Mme Shepherd.

Elle a ajouté : "Il pose carrément la question de la culpabilité pour l'esclavage africain - ce grand crime contre l'humanité - et permettra de désigner de manière non équivoque ceux qui ont bénéficié de la main-d'oeuvre et des compétences productives des Africains réduits en esclavage dans les Caraïbes.

Dans le même temps, un autre professeur de l'University of the West Indies, Barry Chevannes, président de la Commission nationale sur les réparations, a déclaré au Sunday Gleaner qu'il attendait avec impatience (les résultats de) l'étude.

"C'est un travail de recherche enthousiasmant. C'est le genre d'étude qui va certainement enrichir les travaux de la commission et quelque chose à laquelle nous serons vivement intéressés", a déclaré B. Chevannes au Sunday Gleaner.

Mais, le ministre du gouvernement, Mike Henry - un chantre de la lutte pour les réparations, ne saute pas de joie à

l'idée d'une allocation versée par le gouvernement britannique pour rechercher les bénéficiaires de la traite négrière.

"Cette manière de procéder est un tour de passe-passe", a déclaré M. Henry au Sunday Gleaner.

"Ils savent déjà qui sont les bénéficiaires de la traite des esclaves. Ils ont suffisamment d'éléments pour établir qui en a bénéficié. Cet argent devrait servir à payer les descendants des esclaves, plutôt que des études pour fuir leur responsabilité, ou pour réduire le montant de ce qu'ils doivent être invités à payer ", a-t-il ajouté.

M. Henry a affirmé avoir jusqu'à la semaine discuté du sujet avec un avocat et avoir l'intention de soumettre la question de l'esclavage et de la réparation à la Cour Internationale de Justice.

Source : [Jamaica Gleaner News](#)

Publication originale : Dimanche 2 août 2009

Traduction : Jozèf & Ibuka

Postscript

*Dans les colonies de Guadeloupe & Martinique en revanche, les héritiers des esclavagistes revendiquent pour leur part fièrement l'héritage colonial et ce passé esclavagiste : C'est [Hervé Damoiseau](#) qui invite les nègres de Guadeloupe à retourner au Sénégal ; c'est [Hugues Despointes](#) qui fait l'éloge de la pureté sanguine du blanc créole ; c'est [Roger de Jaham](#), autre chantre de la vraie créolité, qui organise la liquidation mafieuse de ses entreprises durant la grève du LKP ; c'est [Christian Vivies](#) qui menace les élus refusant la diabolisation des militants guadeloupéens et la criminalisation de l'action syndicale ; c'est **Dormoy**, qui détient probablement le record des accidents mortels du travail sur ses plantations ; c'est [Audebert](#) qui refuse toute élection professionnelle dans son entreprise ; c'est [Marsolle](#) qui faute de fouet entend dresser à coups de crosse de fusil un délégué syndical ; c'est [Edouard Boulogne](#) qui invite incidemment à brûler Elie Domota ; c'est [Arnaud de Lavigne](#) qui tente 12 mois durant d'affamer les salariés grévistes de la SGPY DANONE. C'est en un mot l'ensemble des représentants de cette caste consanguine et viscéralement esclavagiste qui suce encore et toujours le sang des guadeloupéens...*

De France c'est un état colonial, raciste & négationniste qui pourchasse ceux qui osent parler de ces héritiers békés pour ce qu'ils sont : une bande d'irréductibles esclavagistes qui entendent perpétuer un système de domination de race et de classe en s'appuyant sur quelques politiciens & intellectuels véreux et corrompus : d'où la plainte pour provocation à la haine raciale contre Elie Domota initiée par le chien de garde de la pwofitasyon ; d'où les rodomontades risibles & les menaces réelles proférées par l'agité de l'Elysée...

De Bruxelles c'est la Commission Européenne qui organise chaque année le transfert [centaines de millions d'euro d'aides agricoles vers les grands propriétaires fonciers, békés](#) pour l'essentiel (95% des aides à 3% des 3% des exploitants agricoles) ; c'est [Eric de Lucy](#) qui, sûr de son impunité, actionne en direct à la télé lobby et réseaux de la Francafrique, avant de franchir en grand maître les portes de l'Elysée...

Ibuka,

Mercredi 12 août 2009